



Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES
62 cours Albert Thomas
69008 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Le 12 juin 2026

Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents de l'Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, ainsi que du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, applicables à compter du 1er janvier 2025, ainsi que sur les incidences de la première application de ces règlements.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 12 juin 2026

Signé par Marie-Laure Goncalves
Le 12 juin 2026

doc_7rxy
tx_aVokI9W1Olak

BDO Rhône-Alpes
Représenté par Marie-Laure Goncalves
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 940	6 940		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	556 364	450 127	106 237	129 239
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	158 539		158 539	
	Prêts				
ACTIF IMMOBILISE	Autres immobilisations financières	61 703		61 703	57 909
	TOTAL (II)	783 546	457 067	326 479	187 148
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	201 538		201 538	170 742
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	434 386		434 386	222 714
ACTIF CIRCULANT	Charges constatées d'avance	88 594		88 594	55 335
	Valeurs mobilières de placement	50 021		50 021	225 886
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	3 575 139		3 575 139	3 399 920
	TOTAL (III)	4 349 679		4 349 679	4 074 597
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	5 133 225	457 067	4 676 158	4 261 745

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

57 909

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 823 395	1 698 760
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	213 805	124 635
	Total des fonds propres (situation nette)	2 037 200	1 823 395
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	900	1 200
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	900	1 200
	Total des fonds propres	2 038 100	1 824 595
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	686 566	772 663
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	686 566	772 663
Provisions	Provisions pour risques	317 405	131 696
	Provisions pour charges	156 104	139 304
	Total des provisions	473 509	271 000
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	29 116	36 192
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	201 283	197 019
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 169 481	1 067 859
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 910	4 063
	Produits constatés d'avance	76 193	88 355
	Total des dettes (1)	1 477 984	1 393 487
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		4 676 158	4 261 745
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		1 456 024	1 393 487
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	529 134	449 907
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	7 222 908	7 270 348
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	52 215	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	7 200	81 212
	Utilisations des fonds dédiés	772 663	775 249
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	1 743	64
Total des produits d'exploitation		8 585 864	8 576 780
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 521 815	1 743 341
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	422 230	390 430
	Salaires	3 964 770	3 941 544
	Cotisations sociales	1 530 452	1 472 583
	Dotation aux amortissements et dépréciations	51 717	65 450
	Dotation aux provisions	209 709	15 845
	Reports en fonds dédiés	686 566	772 663
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	10 298	10 212
Total des charges d'exploitation		8 397 558	8 412 069
RESULTAT D'EXPLOITATION		188 306	164 712

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		188 306	164 712
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	31 936	26 427
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		31 936	26 427
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	372	452
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		372	452
RESULTAT FINANCIER		31 563	25 975
RESULTAT COURANT avant impôts		219 869	190 687
	Produits exceptionnels		21 213
	Charges exceptionnelles		82 250
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(61 037)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		6 064	5 015
TOTAL DES PRODUITS		8 617 799	8 624 420
TOTAL DES CHARGES		8 403 994	8 499 785
EXCEDENT ou DEFICIT		213 805	124 635
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 676 158 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **8 617 799 euros** et un total **charges** de **8 403 994 euros**, dégageant ainsi un **excédent** de **213 805 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent clos le **31/12/2024** avait une durée de **12** mois.

Objet de l'association

Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui a pour but de promouvoir la santé.

L'association a pour objectif général de contribuer à l'amélioration de la santé et à la réduction des inégalités de santé par le développement de l'éducation et de la promotion de la santé dans la région Auvergne Rhône-Alpes :

- en favorisant la prise en compte des déterminants de santé,
- en permettant l'équité d'accès à l'éducation pour la santé et à la prévention entre les territoires et les populations,
- et en développant les savoir-faire et la professionnalisation de l'ensemble des acteurs concernés.

Elle développe son action dans l'esprit des valeurs de la promotion de la santé définie par les Conférences internationales de l'OMS (et notamment par la charte d'Ottawa), par la charte nationale adoptée par la Fédération, Promotion Santé et selon les principes de la charte des acteurs de l'éducation pour la santé en région Rhône-Alpes adoptée par les membres fondateurs le 13 juin 2006. Elle intervient en collaboration avec l'ensemble des acteurs des secteurs sanitaire, social, éducatif, etc. Promotion Santé Auvergne Rhône-Alpes n'est pas mise en oeuvre au profit d'un cercle restreint de personnes : Elle est ouverte à tous, sans discrimination.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-06 relatifs à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ce nouveau règlement pour la première fois sur cet exercice constitue un changement de méthode comptable obligatoire. Ce changement vise à améliorer la lisibilité du résultat en redéfinissant, entre autres, le caractère exceptionnel des charges et produits.

Les comptes de l'exercice précédent présentés en colonne comparative n'ont pas été retraités selon les nouvelles règles. Ils figurent tels qu'approuvés lors de l'exercice précédent.

Conformément à l'application du nouveau règlement ANC 2022-06, les transferts de charges ont été

Règles et Méthodes Comptables

supprimés.

Les indemnités journalières habituellement comptabilisés en transferts de charge sont désormais comptabilisés au crédit d'un compte 649100.

De plus, les charges exceptionnelles, qui ont été supprimées, ont été reclassées dans des comptes 658 conformément à la nouvelle réglementation.

A noter également, que les charges constatées d'avance sont désormais reclassées au niveau des "Autres créances".

Règles générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et des dispositions spécifiques aux associations et fondations prévues au règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et le règlement ANC 2021-02, et des modifications apportées par les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception de la nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe),
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange, ou à leur coût de production.

En application des dispositions du PCG issues des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, il a été procédé à une analyse des immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

* Logiciels :	1 à 3 ans
* Matériel et outillage :	8 ans
* Agencements :	3 à 6 ans
* Matériel de bureau et informatique :	1 à 10 ans
* Mobilier :	1 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

La valeur des titres de participation ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le prix d'acquisition.

Une dépréciation est éventuellement constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure au prix d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage pour l'association.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Au 31 décembre 2025, la provision pour risque de 317 405 euros correspond à des excédents de financements non réaffectés en attente de restitution. Une dotation complémentaire de 192 909 euros a été constituée à la clôture de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires ne sont pas présentées dans les comptes car évaluées sans valorisation formelle.

Pour la délégation de l'Isère CD38 au titre de son installation dans les locaux que le Conseil Départementale de l'Isère met à disposition 23 avenue Albert 1er de Belgique à Grenoble, une valorisation de 40 060 euros

Pour la délégation de la Loire au titre de son installation dans les locaux que la ville de Saint Etienne met à disposition 26 avenue de Verdun à Saint Etienne, une valorisation de 17 004 euros.

Engagements de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode (méthode des unités de crédits projetées) tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'accord d'entreprise IREPS est appliqué.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.60 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 60-67 ans
- Taux de rotation du personnel : Turn-over faible
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2024

Les engagements correspondants ont été constaté sous la forme de provision et s'élèvent à 156 104 au 31 décembre 2025.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	7 442				501	6 940
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 442				501	6 940
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	203 972				5 552	198 420
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	358 772		28 716		29 543	357 945
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	562 744		28 716		35 095	556 364	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés			178 930		20 391	158 539
	Prêts et autres immobilisations financières	57 909		5 744		1 950	61 703
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	57 909		184 674		22 341	220 242
TOTAL		628 095		213 390		57 938	783 546

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			7 442		501	6 940
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			7 442		501	6 940
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			122 202	21 638	5 552	138 288
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			311 303	30 079	29 543	311 838
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				433 505	51 717	35 096	450 127
TOTAL				440 947	51 717	35 597	457 067

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	139 304	16 800		156 104
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	131 696	192 909	7 200	317 405
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	271 000	209 709	7 200	473 509
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div>				
	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		271 000	209 709	7 200	473 509
Dont dotations et reprises <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 10px;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> - d'exploitation - financières - exceptionnelles </div> </div>			209 709	7 200	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	61 703		61 703
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	201 538	201 538	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	432 959	432 959	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 427	1 427	
	Charges constatées d'avance	88 594	88 594	
TOTAL DES CREANCES		786 222	724 518	61 703
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	29 116	7 156	21 960	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	201 283	201 283		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	592 537	592 537		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	519 016	519 016		
	Impôts sur les bénéfices	6 064	6 064		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	51 864	51 864		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	1 910	1 910		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	76 193	76 193		
TOTAL DES DETTES		1 477 984	1 456 024	21 960	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		7 076			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

		31/12/2025
Règlement ANC 2022-06		
Total des Charges à payer		938 858
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		46 813
Fournisseurs fact non parvenues	46 813	
Dettes fiscales et sociales		892 045
Provision congés payés	302 763	
Provision régul et primes	284 775	
Charges soc prov cp	144 211	
Charges soc régul et primes	142 388	
Indemnité journalière prev	399	
Effort construction	17 509	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		88 594	88 594
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			88 594

--

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Règlement ANC 2022-06					
Fonds propres sans droit de reprise	1 698 760	124 635			1 823 395
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	124 635	(124 635)	213 805		213 805
Situation nette	1 823 395		213 805		2 037 200
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 200			300	900
Provisions réglementées					
TOTAL	1 824 595		213 805	300	2 038 100

Les fonds propres de l'Association ont été émovementés de par l'affectation du résultat 2024 conformément au Procès-Verbal d'Assemblée Générale du 26 juin 2025

This image shows a completely blank white page. It is surrounded by a thin black rectangular border. There are no markings, text, or illustrations on the page itself.

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Etat - Subventions d'exploitation	772 663	686 566	772 663			686 566	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	772 663	686 566	772 663			686 566	

--

Produits à recevoir

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		448 659
Autres créances		448 659
<i>Etats - produits à recevoir</i>	432 959	
<i>Interets courus a recevoir</i>	15 700	

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		76 193	76 193
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			76 193

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	529 134		529 134
TOTAL	529 134		529 134

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		6 479 021	679 383	64 204		7 222 608
Subventions d'investissement						
TOTAL		6 479 021	679 383	64 204		7 222 608

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Prefecture		271 963	
Région		52 800	
ARS		6 203 725	
Département		405 450	
Autre collectivité locale		221 133	
CAF		64 204	
ASP		3 333	
Totalisation		7 222 608	

Engagements financiers

	31/12/2025	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements Locations longues durée (LLD)		206 767	
		206 767	
Total des engagements financiers (1)		206 767	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2025

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		28	
	Professions intermédiaires			
	Employés		75	
	Ouvriers			
	TOTAL		103	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	BDO							
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Règlement ANC 2025-01								
Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes								
Honoraires afférents à la certification des comptes	25 932	25 800	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	25 932	25 800	100,00	100,00				

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

--	--	--	--	--	--	--	--	--



Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES

62 cours Albert Thomas

69008 LYON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2025**

Le 12 juin 2026



**Passionnement
engagé.**

Tél. : 04 72 61 05 76
Fax : 04 79 28 21 36
www.bdo.fr

28 rue de la République
69002 Lyon

Association PROMOTION SANTE AUVERGNE RHÔNE-ALPES

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Lyon, le 12 juin 2026

Signé par Marie-Laure Goncalves
Le 12 juin 2026

doc_k00e
tx_YyKdJ0xyKOEw

BDO Rhône-Alpes
Représenté par Marie-Laure GONCALVES
Commissaire aux comptes